

Lutte de classe

Réflexions sur le parti.

Parce que nous n'avons pas été capable de construire le parti nous en sommes là, dit-on, c'est en partie exact, mais de quel parti parlons-nous ?

Pour tenter de répondre à cette question nous devons analyser le développement de la lutte des classes au cours du XXe siècle en tentant de répondre à trois questions.

La première : A partir de quel moment le PS et le PCF cessèrent-ils d'être des partis ouvriers ?

La seconde : A partir de quel moment ces partis cessèrent-ils d'être des partis de masse ?

La troisième : A partir de quel moment ces partis collaborèrent-ils avec le capital au point de cesser de mobiliser les masses ?

On pourrait répondre à ces trois questions en se bornant à dire que ces trois moments correspondent à des moments distincts du développement de la crise du capitalisme et de la lutte des classes, reste encore à préciser leur contenu ou leur traduction en terme de rapport entre les classes et à l'intérieur des classes.

Que l'offensive du capitalisme contre le prolétariat soit commandée par des intérêts économiques, c'est une chose, les conditions politiques dans lesquelles elle intervient en sont une autre. S'il existe une relation de cause à effet entre les deux, reste à déterminer les facteurs qui conditionnent la capacité de la bourgeoisie à faire de cette offensive un succès et ceux qui conditionnent la capacité du prolétariat à y résister, voir à lui infliger des échecs.

Nous n'aborderons ici que l'aspect politique pour simplifier notre analyse, sachant qu'il est commandé par des impératifs économiques de part et d'autre, le capital tendant à aggraver les conditions d'exploitation de la classe ouvrière, le prolétariat tendant à revendiquer une amélioration de ses conditions de travail et d'existence.

Pour commencer, il faut faire la distinction entre les illusions des masses dans le PS et le PCF, et celles qu'elles avaient dans le capitalisme, et évidemment ne pas confondre les deux. Là encore pour rendre notre analyse la plus simple possible, chaque fois que nous ferons référence aux masses nous les considérerons comme un seul bloc, alors que nous savons qu'elles sont très hétérogènes, dans certains cas nous préciserons de quelles couches du prolétariat nous parlons en particulier.

Une fois que l'on a déterminé la part qui revient aux illusions des masses dans ces partis avant qu'elles ne disparaissent complètement, il faut analyser à quel degré elles se situaient, quel était leur contenu précis, et d'autre part, à quel niveau se situaient les illusions des masses dans le capitalisme, tout en essayant de déterminer la part de ces illusions dans le capitalisme qui est due à l'absence de conscience et d'expérience politique, de celle qui est contingente au rejet des partis ouvriers qui ont gouverné au nom du socialisme en le défigurant complètement.

Notre sujet est si vaste qu'on peut s'y noyer avant d'avoir atteint notre objectif. Pour cette raison, nous serons obligé de l'aborder en laissant de côté provisoirement certains aspects qui ont marqué profondément l'histoire de ces partis, ou dans le meilleur des cas en y faisant référence au cas par cas.

Aborder ce sujet en quelques pages est très délicat et présente le risque de déboucher sur des malentendus. S'il se trouvait que certains faits importants n'auraient pas été pris en compte ou qu'ils auraient été sur ou sous-évalués, les camarades n'auront qu'à vérifier qu'ils ne contredisent pas les conclusions

auxquelles je suis parvenu, dans le cas contraire ou dans le doute, ils n'auront qu'à me le signaler, je les examinerai attentivement et nous en discuterons ensemble avant de reformuler mes conclusions, mon objectif n'étant pas d'avoir raison mais de comprendre.

Comparons la situation d'autrefois avec celle d'aujourd'hui.

La mobilisation générale des masses a toujours répondu à un appel des syndicats, du ou des partis ouvriers, exceptionnellement elle prit la forme d'un mouvement spontané correspondant à la généralisation de la grève.

Pour que cette mobilisation générale des masses débouchent sur une remise en cause du régime en place, il ne suffisait pas seulement de se mettre en grève ou de participer à des manifestations à l'appel des syndicats ou des partis ouvriers, il fallait déjà que les ouvriers soient organisés dans leurs syndicats et/ou leurs partis, mais comme les syndicats et les partis ouvriers ne rassemblaient qu'une fraction des masses, pour être uni et avancer ensemble vers le même objectif afin d'avoir une chance de vaincre, il fallait que leur mouvement se dote d'organismes susceptibles de les regrouper ou d'exprimer les intérêts de l'ensemble de la classe sans distinction d'appartenance ou non à un syndicat ou un parti. Ces organismes pouvaient être des comités de grève ou des comités d'action au niveau des entreprises puis des communes. Une fois centralisés au niveau régional puis national, ces organismes pouvaient se transformer en organes de contre-pouvoir face au pouvoir en place. Inutile d'aller plus loin pour le moment, nous avons ici suffisamment de matériel pour nous poser d'autres questions avant d'en arriver proprement dit à notre sujet.

Le processus que l'on vient de voir repose sur un facteur déterminant : l'existence des syndicats et des partis ouvriers d'une part, l'organisation d'une fraction importante de la classe ouvrière dans ces syndicats et ces partis d'autre part.

En 2008, des syndicats et des partis ouvriers existent, mais ils sont désertés par les masses.

Si l'arrivée au pouvoir des partis ouvriers n'a jamais coïncidé avec la prise du pouvoir par le prolétariat, à l'exception de la révolution russe d'octobre 1917 sous la direction du parti bolchevik de Lénine et Trotsky, il faut distinguer dans quelles conditions ils y sont arrivés.

Il est arrivé que les partis ouvriers parviennent au pouvoir à l'issue d'un processus électoral, dans certains cas à la suite d'une mobilisation plus ou moins générale des masses qui s'est poursuivie ou non après les élections.

En juin 36, les partis ouvriers sont arrivés au pouvoir à l'issue d'un mouvement de grève qui touchait tout le pays, il s'est poursuivi quelque temps ensuite, mais face à l'alliance des partis ouvriers avec le Parti radical qui coïncidait à la fois avec leur volonté de ne pas rompre avec le capitalisme et d'interdire toute issue politique à la classe ouvrière, une période de reflux du mouvement ouvrier lui succéda préparant les conditions favorables au déclenchement de la seconde guerre mondiale.

Précision. Lorsque j'emploie l'expression de parti ouvrier, je considère que les camarades sont capables de faire la distinction entre la responsabilité qui incombe à leurs dirigeants, de celle qui relève des militants de ces partis, car en aucun cas elles ne doivent être placées au même niveau.

Pour en finir avec juin 36, la SFIO et le PC ne sont pas parvenus au pouvoir à l'issue d'une mobilisation révolutionnaire du prolétariat, d'une révolution, mais bien au terme d'un processus électoral s'inscrivant dans le cadre des institutions de la IIIe République. Ils firent tout ce qui était en leur pouvoir pour empêcher que la situation prérévolutionnaire se transforme en situation révolutionnaire et ils y parvinrent.

De 1945 à 1958, la classe des capitalistes affaiblie, après avoir entraîné la classe ouvrière dans une terrible boucherie pendant quatre ans, n'était pas en mesure de diriger l'Etat, ce seront donc les partis ouvriers qui

se seront chargés de cette sale besogne sous la IVe République en attendant que la bourgeoisie se refasse une santé et revienne directement au pouvoir en la personne du général de Gaulle, alors que la très forte mobilisation des masses et la puissance qu'avait acquis le PC et la CGT auraient pu déboucher sur la création d'un Etat ouvrier, perspective qu'ils combattront inlassablement (les intérêts de l'impérialisme coïncidant avec ceux de la caste bureaucratique au pouvoir à Moscou).

En mai 68, bien qu'il y ait eu une grève générale, les partis ouvriers ne sont pas parvenus au pouvoir et De Gaulle a conservé le pouvoir. La grève générale a été appelée par les dirigeants syndicaux, une fois que la grève s'était étendue à tout le pays, des universités aux usines. Sans perspective politique, cette grève générale ne pouvait déboucher que sur un profond reflux du mouvement des masses.

En mai 81, bien que dans la période précédant les élections présidentielles et législatives les grèves se succédaient, aucun indice sérieux ne permettait d'affirmer qu'elles pourraient se généraliser et se transformer en grève générale, et à aucun moment le pouvoir en place ne fut réellement menacé. Mitterrand fut élu président de la République, une majorité de députés du PS et du PCF furent élus sans qu'une mobilisation des masses n'accompagna leur arrivée au pouvoir, pire le mouvement des masses reflua comme paralysé pendant la quasi totalité du règne de Mitterrand, les partis ouvriers et les syndicats le soutenant sans faille. Là encore, pour simplifier temporairement, j'ai conservé la caractérisation de partis ouvriers pour le PS et le PCF, le lieu et le moment étant mal choisis pour se livrer à une polémique sur leur nature sociale. Je caractériserai plus loin le PS, et après relecture je pense que la même caractérisation devrait s'appliquer au PCF.

Je ne vais pas analyser même rapidement tous les mouvements sociaux importants qui se sont succédés dans le monde au cours du XXe siècle, il faudrait y consacrer un livre de plusieurs centaines de pages. Par contre, on pourrait examiner ce qui s'est passé en Russie en 1905 et en 1917.

En 1905 en Russie, après des années pendant lesquelles les grèves se répandirent à travers les grandes villes et les grands centres industriels, la mobilisation de la classe ouvrière franchit une nouvelle étape en se généralisant au point de parvenir pour la première fois de l'histoire à ce doter d'organismes de pouvoir indépendant, les comités de grève ou d'action, soviets en russe, qui avaient la caractéristique d'intégrer les organisations ouvrières, mais à ce stade-là sans que soit posé directement la question du pouvoir, ce qui permit au tsar Nicolas II de conserver le pouvoir, le mouvement des masses refluant et les soviets disparaissant.

La façon dont je vous présente volontairement ces différentes étapes de la lutte de classe du prolétariat pose forcément de nombreuses questions. Par exemple, pourquoi le mouvement révolutionnaire du prolétariat russe de 1905 n'a pas été capable de poser la question du pouvoir ou plutôt pourquoi il n'a pas été capable d'y apporter une réponse positive ? Passons à 1917.

En février 1917, après quatre ans de guerre, de misère et de terribles souffrances, au terme d'une formidable mobilisation du prolétariat, le tsar était conduit à abdiquer sous les coups d'une révolution démocratique bourgeoise, mais au lieu que le prolétariat s'empare du pouvoir, il allait lui être confisqué par deux partis ouvriers (menchevik et socialiste-révolutionnaire) qui s'allièrent au principal parti bourgeois, le parti des Cadets. Spontanément les soviets allaient à nouveau couvrir tout le pays.

A ce moment précis, le parti bolchevik était encore un parti marginal et ultra minoritaire au sein des masses et des soviets. Mais la conscience politique des masses mûrie à une vitesse fulgurante au cours de la révolution pour peu qu'un parti ait la capacité et la volonté de les aider à trouver une issue politique à la situation. Pendant la période qui va de février à octobre 1917, le parti bolchevik va s'employer à la fois à conquérir la confiance des masses, à se construire pour devenir un parti de masse, à conquérir la majorité des soviets, trois conditions préalables à réunir avant de se lancer à l'assaut du pouvoir.

En octobre 1917, sous l'effet conjugué de la poursuite de la guerre et de ses conséquences dramatiques pour les masses, de la répression du mouvement ouvrier par le gouvernement bourgeois dirigé par Kerensky, de la politique de harcèlement permanente du gouvernement par le parti bolchevik, d'explications patientes et déterminées en direction des masses, les conditions allaient être enfin réunies pour que la seconde phase de la révolution qui se poursuivait soit mise à l'ordre du jour : le renversement du gouvernement et la prise du pouvoir par le parti bolchevik fort de la majorité qu'il avait acquise entre temps au sein des soviets.

Si en 1905, le mouvement ouvrier russe n'était pas suffisamment conscient pour se doter d'une perspective politique et d'un objectif clair, de son côté la bourgeoisie était encore trop faible pour accéder au pouvoir ce qui explique que le tsar conserva le pouvoir.

En février 1917, le régime de Nicolas II a bout de souffle plaça la bourgeoisie en position de revendiquer le pouvoir en s'appuyant sur l'aide droitière du mouvement ouvrier. En réalité, c'est le prolétariat qui aurait dû prendre le pouvoir dès le mois de février, mais il était encore trop faible sur le plan politique et il en fut empêché par les mencheviks et les socialistes révolutionnaires qui s'allièrent avec la bourgeoisie pour tenter d'endiguer la révolution prolétarienne qui venait de commencer. Tant que les masses conservaient des illusions dans le gouvernement Kerenski et les deux partis ouvriers qui y participaient, il était quasiment impossible d'entrevoir une issue favorable à la révolution du point de vue des masses. C'est uniquement lorsque le parti bolchevik eut conquis la confiance des masses et la majorité des soviets qu'une nouvelle perspective politique s'ouvrit à la classe ouvrière. La réalisation de ces conditions par le parti bolchevik signifiait que les illusions des masses dans le gouvernement et les deux partis ouvriers qui y participaient avaient disparu, c'est l'analyse que firent Lénine et Trotsky, alors que la majorité des dirigeants bolcheviks (dont Staline évidemment) étaient restés à la traîne, car ils n'avaient pas suivi l'évolution de la conscience des masses au cours des mois qui s'étaient écoulés entre février et octobre 1917.

Pour nous recentrer sur notre sujet, on s'aperçoit au premier coup d'oeil que la différence essentielle qui existe entre tous les mouvements sociaux ou révolutionnaires qui ont eu lieu en France au cours du XXe siècle et la révolution russe, réside dans l'existence d'un véritable parti communiste construit évidemment sur les bases du marxisme en Russie.

Avant d'en arriver à notre époque proprement dite, nous pourrions évoquer rapidement le parti ouvrier social-démocrate allemand et la section française de l'Internationale communiste en comparant leur histoire avec celle du parti ouvrier social-démocrate de Russie d'où fut issu le parti bolchevik.

Ces trois partis ouvriers eurent comme point commun de réunir tous les courants du mouvement ouvrier à la fin ou au début du XXe siècle. Ils étaient donc bâtis sur un modèle fédératif où se côtoyaient les réformistes et les communistes répartis dans différentes tendances. L'anarchisme n'en faisait pas partie, il faut le signaler au passage. Il n'a fait qu'un éphémère passage par la Ire Internationale de Marx et Engels avant de la combattre et de la calomnier (voir la correspondance de Marx et Engels).

Le parti ouvrier allemand se développa à une vitesse fulgurante au point de pouvoir envisager la prise du pouvoir. Cependant en se développant fortement sur le plan institutionnel, sa voie réformiste allait occuper une place prépondérante, et au contact de l'Etat bourgeois il allait se détourner de l'objectif d'en finir avec le capitalisme pour finalement s'y adapter, collaborer avec lui, bref, faire la sale besogne à sa place contre le prolétariat. Cette logique allait conduire ce parti à la pire des trahisons et faciliter l'accession de Hitler au pouvoir, vous connaissez la suite. La social-démocratie allemande porte au moins autant la responsabilité que le stalinisme dans l'arrivée de Hitler au pouvoir et la seconde guerre mondiale, il n'y a que le timing qui change, mais ils étaient orientés dans la même direction, aucun des deux ne souhaitait que le prolétariat prenne le pouvoir.

En France ce fut la même débâcle politique avec l'entrée de ministres de la SFIO dans un gouvernement dirigé par un parti à la solde du capital (A.Millerrand fut ministre du Commerce et de l'Industrie entre 1899 et

1902.). Elle a à son actif la loi sur la laïcité de séparation de l'Etat et de l'Eglise, certains écrivent Eglise au pluriel, mais cela demeure la liberté de croire ou non, alors que la question n'est pas de croire ou de ne pas croire, mais de comprendre comment fonctionnent les rapports sociaux dans la société et dans le monde pour envisager ensuite la meilleure façon de s'y prendre pour les changer.

La loi de 1905 nous accorde de pouvoir penser librement sans savoir quoi penser au juste. Ce qui nous intéresse c'est de pouvoir répondre à cette question que chacun se pose à sa manière en fonction de son environnement, de son statut social, de ses expériences, de la classe sociale à laquelle on appartient. Ce n'est pas un hasard si l'on trouve des royalistes, des extrémistes de droite parmi les libres penseurs, chacun a le droit de penser ce qu'il veut et par extension de faire ce qu'il veut ce qui est relativement facile lorsqu'on fait partie de la classe dominante ou que l'on a lié sort à cette classe. On nous présente souvent cette loi comme indispensable à la liberté de pensée et d'action du prolétariat, alors qu'il n'en est rien, cette prétention est exagérée, cette loi a permis tout au plus à une fraction de la petite bourgeoisie de se donner bonne conscience à défaut d'adhérer au socialisme. Aucune loi comparable n'existait en Russie en 1917, ce qui n'a pas empêché la conscience de classe du prolétariat de franchir une étape décisive. Nous nous sommes écartés de notre sujet.

En France aussi, ce sont les parlementaires qui se sont couchés les premiers devant la bourgeoisie, et là aussi ce sont les réformistes qui ont tiré le parti en arrière au point de le projeter dans l'abîme. La scission de la SFIO ne pouvait pas donner lieu à un véritable parti communiste aussi longtemps que la plupart de ses dirigeants n'auraient pas rompu leurs liens avec la bourgeoisie (lire les résolutions sur le parti français des 4 premiers congrès de l'Internationale communiste pour le vérifier si nécessaire.).

Cela rejoint mon analyse sur le stalinisme que je considère être sorti tout droit du capitalisme et non du socialisme. C'est une production du capitalisme comme peut l'être le réformisme. C'est en faisant entrer dans le parti bolchevik des carriéristes ambitieux épris d'avancements et prêts à engraisser en devenant de bons et serviles bureaucrates, le complément des esprits faibles et manipulables, des médiocrités élevés au rang d'honneur national, le stalinisme flattait les faiblesses de l'être humain pour leur faire accepter une obéissance aveugle et illimitée, tant que Staline vivait, il était le dieu vivant de la bureaucratie, il était impossible de le critiquer, et gare à celui qui s'y avisait. C'est la loi du capital qui continue de s'appliquer à travers la spoliation du prolétariat des richesses produites par la caste bureaucratique parasitaire au pouvoir, mais les profits ne tombe pas dans la même poche qu'en régime capitaliste proprement dit, tandis que le capitaliste bénéficie d'un statut garanti à vie par une constitution ou des lois en vigueur, sauf révolution prolétarienne, le bureaucrate de l'Etat ouvrier dégénéré vivra tant que vivra la bureaucratie, après il se reconvertira sans aucune difficulté à l'économie de marché ou sombrera dans la déchéance, l'un n'étant finalement pas très éloigné de l'autre.

Vous penserez peut-être que le socialisme vient aussi du capitalisme, certes il n'est pas tombé du ciel, à ceci près que contrairement au réformisme, le socialisme ne part pas des bases économiques de la société pour les perpétuer en leur apportant des améliorations successives en fonction de la lutte des classes, mais pour les remplacer, si le matériel au départ est le même, ils se différencient rapidement dès qu'il s'agit d'interpréter les faits et l'histoire sur le plan pratique.

En regardant hier soir sur TV5 Monde Asie, le film que le réalisateur Kirchner (Charles Berg, ex-dirigeant de l'OCI) avait consacré à Jaurès, en écoutant les dialogues des différents protagonistes et surtout en observant le rôle joué par les républicains, je me suis dit qu'il fallait que je rajoute à ce texte les réflexions que cette histoire m'avaient inspirées car elles avaient un rapport avec notre sujet. L'action se situait entre 1892 et 1905, la majeure partie du film retraçait la longue grève des mineurs de Carmaux de 1892 qui avait vu s'affronter républicains et socialistes et qui servit de révélateur à Jaurès. On a pu voir l'évolution de Jaurès au cours de cette grève, républicain au début, à la fin il se réclama du socialisme et sera réélu député en 1893, avant de se lancer dans le combat pour parvenir à l'unification des sept partis socialistes qui existaient à l'époque pour fonder la SFIO.

Pour ce qui nous concerne ici, j'ai retenu de ce film que les socialistes reconnaissaient la lutte des classes et donc reconnaissaient à la classe ouvrière le droit de se mettre en grève et de remettre en cause la sacro-sainte propriété privée, tandis que les républicains ne la reconnaissaient pas et leur octroyaient pour seul droit la conciliation, la négociation. Intéressant, la conciliation et la négociation étaient encore considérées comme des manifestations de la collaboration de classe en contradiction avec la lutte des classes, la reconnaissance de la lutte des classes constituait alors la ligne de démarcation entre républicains et socialistes.

Question : peut-on se dire républicain et socialiste à la fois ? Le républicain reconnaît uniquement des citoyens soi-disant égaux en droits dans la société, le socialiste reconnaît des classes sociales aux intérêts distincts et inconciliables combattant pour faire triompher leurs droits. Le socialiste part des rapports sociaux existant dans la société, alors que pour le républicain, la société est uniquement composée d'hommes et de femmes. Maintenant se dire républicain et socialiste revient à vouloir concilier deux interprétations de la société qui sont antinomiques sur le plan politique. Pour ne prendre qu'un seul exemple, les vertus que prêtait Jaurès au suffrage universel permet de mieux comprendre l'incompatibilité entre ces deux interprétations de l'histoire. Le suffrage universel marquait certes un progrès politique pour la classe ouvrière, mais il n'était qu'une concession de pure forme qui devait la conduire au mieux à être associée à la gestion de la société sans que les fondements du régime capitaliste ne soit remis en cause, c'est la raison pour laquelle cette concession était acceptable pour les républicains. Dans la tête des bourgeois, le suffrage universel ne peut pas avoir un autre objectif.

Un dernier mot sur le suffrage universel, il ne faut pas confondre son contenu politique et la façon dont les masses se l'approprient. C'est ce que nous avons tous appris, n'est-ce pas ? Mais comment doit s'articuler ces deux interprétations ? A mon avis, pour les raisons qui ont été évoquées plus haut, il ne devrait avoir qu'une valeur éducative en direction des masses, pour leur indiquer qu'elles doivent prendre leur destin en mains sans colporter la moindre illusion dans ce processus institutionnel, car en s'inscrivant dans le cadre de la Constitution en vigueur il conserve toujours une valeur bourgeoise et consacre en quelque sorte l'ordre établi.

A aucun moment les républicains se sont situés aux côtés de la classe ouvrière, ils sont toujours demeurés aux côtés des classes dominantes.

Nous ne sommes plus au début du XXe siècle et si la lutte des classes qui s'est déroulée au cours du siècle écoulé a confirmé à de multiples reprises le rôle joué par les républicains aux côtés de la bourgeoisie, l'aversion pour la révolution prolétarienne exprimée aujourd'hui par ceux qui se disent républicains (Schivardi) témoigne que rien ou presque n'a changé par rapport à l'époque de Jaurès. La seule différence et elle est de taille, réside dans le fait qu'un républicain peut se réclamer du socialisme et camoufler facilement la nature réelle de son engagement politique du fait que le socialisme a été totalement dénaturé, reconnaître la lutte des classes ne veut pratiquement plus rien dire et l'on peut se réclamer du socialisme en revendiquant ouvertement l'économie de marché. Républicain socialiste demeure un oxymore, deux termes au contenu opposé qu'on a collés ensemble par pur opportuniste ou par ignorance politique. Un parti qui se réclame à la fois du socialisme et de la république, c'est un parti qui nous ramène à l'époque qui a précédé Marx, c'est faire faire au mouvement ouvrier un saut en arrière d'un siècle et demi.

Si les partis français et allemand ont sombré bel et bien et ne s'en sont jamais remis, le parti russe scissionna mais ses différentes tendances conservèrent des relations si je ne me trompe pas. Ce qui est sûr par contre, c'est que la fraction bolchevik pris son indépendance par rapport à ce que pouvait être la direction du parti ouvrier social-démocrate de Russie. La fraction bolchevik est devenu un parti qui combattit pour se construire sans ignorer les autres partis. La politique qu'il adopta sous la direction de Lénine prit dès le départ la forme d'un combat pour la prise du pouvoir, c'était le seul objectif qu'il pouvait prendre s'il voulait vaincre. Et Lénine n'était pas un mythomane puisqu'il a longtemps pensé qu'il ne verrait sans doute jamais la révolution en Russie. Le génie de Lénine, c'est d'avoir réussi en permanence à se mettre à l'écoute des masses dès son retour en Russie en avril 17 et d'avoir été capable de ne jamais s'en éloigner pendant son exil forcé en Europe occidentale.

Il faut que la mobilisation des masses parvienne au niveau du programme du parti et non l'inverse, le programme du parti part du niveau des masses pour s'élever à la compréhension des rapports sociaux qui régissent la société pour les changer...

Le programme prend une importance toute particulière lorsque la question du pouvoir est directement posée ou lorsqu'elle arrive à l'ordre du jour. L'indépendance totale vis-à-vis du capitalisme, du gouvernement et des institutions en place n'est pas négociable, et tous les compromis passés le sont consciemment, pour une durée limitée et dans des conditions très strictes, dans la mesure où le prolétariat a quelque chose à y gagner, dans le cas contraire, c'est inacceptable. L'objectif du parti, c'est que les masses accomplissent le programme du parti, mais consciemment. Avant la révolution cela se traduit par la construction du parti, après cela se transforme en adhésion à la révolution plus que dans le socialisme, tout dépend du degré de développement atteint par la révolution. Affirmer que les masses adhèrent au socialisme ne veut pas dire grand chose, pas plus que d'affirmer par exemple que les masses veulent en finir avec le régime, faut-il encore qu'elle en est une représentation précise, ce qui est loin d'être le cas. On a tendance à confondre les tâches que les masses doivent accomplir, leurs intérêts, avec la conscience qu'elles en ont réellement, on leur prête notre propre niveau de conscience.

Les maîtres d'oeuvre, ce sont les masses et non le parti, lui, il n'a qu'un rôle auxiliaire dans cette histoire, même s'il détient temporairement le pouvoir et qu'il est amené à jouer un rôle crucial et irremplaçable à un moment donné. C'est notamment ce qui justifie la nécessité de construire un parti revendiquant ce rôle. A l'opposé, un parti de type social-démocrate fédératif n'a jamais porté le prolétariat au pouvoir et n'a jamais remis en cause le capitalisme quand il est arrivé au pouvoir par la voie institutionnelle.

Ce que ces partis ont conservé d'ouvrier n'a qu'un aspect alimentaire dans le meilleur des cas, et encore, cela ne concerne même pas l'ensemble du prolétariat, c'est à ce niveau-là que se situent les illusions des adhérents du SPD, du PSOE et du Labour Party, par exemple. Une fois qu'un parti a trahi, il ne sera jamais plus comme avant et il ne deviendra jamais le parti qui portera le prolétariat au pouvoir, simple constatation.

Maintenant les partis communistes étant issus de partis ouvriers de type fédératif, pourquoi devrait-on refaire tout le chemin déjà parcouru pour construire un nouveau parti communiste ? Qu'est-ce qui le justifierait ? On devrait faire comme si rien ne s'était passé, on recommence tout à zéro depuis le début sans tenir compte des leçons du passé, pire, on cherche à reproduire les conditions qui ont conduit ces partis à la faillite politique pour bien montrer qu'on ne s'écartera pas du modèle originel, au point de tout sacrifier et de remplacer Marx par Jaurès, après cela plus aucun doute ne persistera, on court droit dans le mur.

Et si on faisait la démonstration inverse, on parviendrait exactement au même résultat, à ceci près qu'on aurait perdu un temps considérable et précieux : il faut repartir de zéro car les masses identifient aujourd'hui le communisme au stalinisme, donc silence radio, on ne parle plus du communisme, de Marx, de la révolution, laissons passer encore quelques décennies le temps que les choses se calment, on leur ressortira de notre chapeau un de ces jours et ils y adhéreront sans se poser de questions. Jésuitisme d'appareil pour camoufler une incurie politique rampante.

On ne peut se fédérer que sur le plus petit dénominateur commun dans ce type de parti. A la SFIO, le plus petit dénominateur commun, ce n'était pas le socialisme même s'il était inscrit dans son programme, mais le républicanisme qui se traduisait par l'union nationale derrière la bourgeoisie le 4 août 1914. A l'inverse et c'est cela le plus désolant, le rassemblement des militants révolutionnaires pourrait se réaliser d'emblée à un degré beaucoup plus élevé et nous ne parvenons pas à nous mettre d'accord, pendant qu'hypocritement la plupart d'entre nous jouent un rôle de réformiste à travers les syndicats, dans le meilleur des cas d'agitateur.

Le type de parti à adopter ne dépend pas des circonstances, mais de l'objectif qu'on se donne à atteindre. Et s'il doit tenir compte de la nature humaine, ce n'est pas une raison pour que chaque point de vue se transforme en autant de chapelles ou tendances, s'il la direction du parti est capable de produire une analyse correcte de la situation, que le parti est dirigé d'une main ferme et souple à la fois et que le

centralisme démocratique est respecté, il n'y a aucune raison qu'un militant n'y ait pas sa place et que le parti n'avance pas comme un seul homme. Si je ne suis pas le dernier à revendiquer le droit de *couper les cheveux en quatre*, par contre je suis d'accord pour reconnaître qu'il faut respecter une certaine discipline, qu'il faut se donner des règles et des principes et s'y tenir, sinon ce n'est pas un parti, c'est n'importe quoi, la LCR par exemple.

La faillite des partis de la IIe et la IIIe Internationale doit-elle sonner l'heure de la construction de partis du même type que celui de la IIe Internationale ? Pour Engels, les partis qui devaient succéder à ceux de la Ire Internationale devraient être des partis communistes. Les choses se passèrent un peu autrement. Pour Trotsky, la faillite des partis de l'IC signifiait la nécessité de construire la IVe Internationale et ses sections sur les bases du marxisme en intégrant le bolchevisme ou l'expérience de la révolution russe de 1917. Ces partis n'ont finalement jamais été construits, mieux on en a abandonné la construction en cours de route. A courir deux lièvres à la fois, on n'en attrape aucun. A poursuivre deux objectifs à la fois, on n'en atteint aucun. En affirmant que les prochains partis ouvriers que le prolétariat construira seront des partis communistes, à aucun moment il n'a formulé l'hypothèse qu'ils seraient issus de la social-démocratie, dont il dira au même moment qu'elle ne reflétait les intérêts fondamentaux du prolétariat que très imparfaitement, et que pour cette raison, même l'appellation social-démocrate devait être abandonnée.

L'erreur tragique réside à mon avis dans l'évaluation erronée que l'on a du rôle du parti, qui conduit à chercher des chemins de traverse pour parvenir à notre objectif, et comme ces chemins de traverse au lieu de nous rapprocher de notre objectif nous en éloigne, on finit par s'adapter à toutes les situations en espérant qu'il y en aura bien quelques-unes qui tourneront à notre avantage. Pour justifier cette tactique opportuniste, on en arrive à sur ou sous évaluer certains facteurs dans nos analyses, au point qu'on finit par théoriser les conclusions qu'on en tire en se persuadant qu'elles s'inscrivent dans la continuité du marxisme, pour un peu on irait jusqu'à réveiller Marx dans sa tombe pour qu'il corrige sa copie !

On s'est beaucoup illusionné sur le rôle du parti et du coup on n'est plus capable de comprendre celui des masses.

Si l'on avait compris que le rôle du parti dans la période qui précède la révolution n'était pas d'enrôler des militants pour faire la révolution, mais de recruter des travailleurs pour les former et les aider à acquérir un niveau de conscience politique supérieur à travers leur intervention dans la lutte des classes, peut-être que les embryons de partis ne se seraient pas transformés systématiquement en passoire avant de dégénérer.

En réalité, l'objectif immédiat que le parti devait assigner aux militants devrait être le même que celui qu'il assigne aux masses : élever leur niveau de conscience politique, au lieu de penser que seul les masses seraient concernées par cet objectif. Une fois atteint, pour les militants il constitue un acquis, un acquis encore fragile qu'il faut consolider, sauf exception, la pérennité de cet acquis est assurée par le travail quotidien en direction des masses qui n'a pas changé de nature, du coup, il alimente en permanence nos propres acquis en nous permettant d'en vérifier la validité, etc. C'est à cette condition que le niveau politique de chaque militant peut s'améliorer tout en construisant pas à pas le parti, ce qui forcément demande de posséder et de cultiver des qualités particulières, la patience et la persévérance notamment.

Cette définition du rôle du parti prend donc en compte la part importante d'inconscience politique propre à chaque militant puisque l'on admet que leur niveau de conscience n'est pas satisfaisant et qu'il doit évoluer. On ne met pas en concurrence le temps nécessaire à la réflexion (collective) avec celui nécessaire à l'action, on replace l'action dans un processus plus ou moins conscient qui doit encore progresser. Chacun s'accorde à reconnaître qu'il n'a pas forcément toujours ou pas du tout selon les cas, une compréhension immédiate, claire et infaillible des événements qui sont portés à sa connaissance.

Avant de discuter de la ligne du parti, il faudrait peut-être commencer par savoir de quelle manière les militants interprètent les événements auxquels on fait référence ou qui figurent en toile de fond, on situerait immédiatement les questions qu'il faut traiter ou approfondir avec eux avant de passer à l'analyse des

positions du parti, procéder autrement ne peut aboutir qu'à des accords ou des désaccords sans véritablement fondements, ou plus précisément, puisque les bases sur lesquels ils reposent demeurent obscures ou largement inconscientes, qu'il y ait accord ou désaccord, ils n'ont aucune valeur, ni le militant ni le parti n'est en mesure d'en tirer un bénéfice. S'il n'y a pas de règles infaillibles pour conserver les travailleurs que l'on a gagnés au parti, il n'y a pas de fatalité pour expliquer leur démission ou que l'on en arrive à la solution extrême de l'exclusion.

En résumé, chaque militant devrait être en mesure de se saisir de la méthode qui a permis à la direction du parti d'élaborer sa ligne politique, si l'on veut qu'il s'en serve à son tour pour recruter de nouveau militant, et il n'est pas dit que la méthode employée par la direction ne présente pas des lacunes ou qu'elle ne soit pas critiquable, ce qui malheureusement dérange les dirigeants qu'on puisse le vérifier ensemble.

Comme on ne construit pas le parti pour faire la révolution demain matin, il faut bien qu'il serve pendant des années ou des décennies à autre chose en attendant, et qu'il ne serve pas uniquement à courir après une carotte (les revendications) ou les dirigeants des autres partis ou ceux des syndicats.

La révolution n'étant pas l'objectif immédiat, on a fait croire aux militants qu'en courant d'une revendication à l'autre il s'en rapprocherait, on leur a assigné comme objectif de prendre en charge toutes les revendications immédiates en se lançant dans le combat pour les satisfaire, au point d'y consacrer tout leur temps, au détriment du travail politique qui consiste à partir de la situation pour atteindre l'objectif que l'on s'est fixé au point de départ, du coup on l'a complètement perdu de vue ou abandonné tout en croyant le contraire, le résultat de cette méthode parle suffisamment à lui seul pour qu'il ne soit pas nécessaire d'insister dans cette direction.

Une autre question est en relation avec la précédente, on parle de voie réformiste et de voie révolutionnaire, on se dit volontiers révolutionnaire, mais qu'est-ce que cela recoupe au juste ?

La révolution peut intimider ou effrayer, pour certains elle est synonyme de guerre et de chaos, d'incertitudes, etc. bref elle ne présente pas un aspect très attrayant au premier abord.

La réforme au contraire présente un aspect plus rassurant, elle se passe dans le cadre institutionnel, c'est plus confortable, elle est synonyme d'alternative en douceur, de changement tranquille sans vagues et indolores, pour un peu on y adhérerait naturellement.

Sans faire ici l'analyse de tout ce qui les sépare, on peut dire que la révolution n'est rien d'autre que la mise en mouvement de la masse des exploités pour faire valoir leurs droits politiques, sociaux et économiques, et que ce processus ne peut aboutir (à la prise du pouvoir) que si le prolétariat fait la démonstration de sa capacité à se mobiliser, de la confiance qu'il a acquis dans ses propres forces et de sa prise de conscience de l'objectif qu'il doit atteindre. Du début à la fin il s'agit bien d'un mouvement pratique tendant à devenir conscient, il se résume à prendre en mains son destin, de plus en plus consciemment. Contrairement à ce que l'on pense parfois, la révolution n'est pas notre objectif proprement dit, notre objectif est de préparer les conditions à l'émergence et à la victoire de la révolution, ce n'est pas le parti qui déclenche la révolution mais les masses encore une fois, le parti ne leur sert que de guide provisoire pour vaincre. Donc on ne combat pas pour faire la révolution, et si elle demeure le passage obligé pour vaincre notre ennemi, le parti demeure tributaire des masses, avant, pendant et après la révolution.

Combattre pour des réformes ne réclament pas la même énergie de la part des militants puisque la plupart du temps les masses ne sont pas appelées à contribution ou à un degré sans comparaison avec celui que nécessite le combat pour la prise du pouvoir. On pourrait peut-être dire que les partis dont nous avons parlé demeurent des partis ouvriers, des partis de masse, aussi longtemps que les masses s'en servent pour tenter de poser la question du pouvoir, mais dès lors que les masses ont compris que ces partis avaient abandonné le combat pour la prise du pouvoir, ils les désertent et s'en détournent, ils ne sont plus des partis de masse et ils ont cessé d'être des partis ouvriers.

Au lieu de s'en tenir à cette caractérisation qui présentait l'avantage de s'en tenir à la nature de l'objectif qu'ils poursuivaient, on a prétendu qu'ils avaient dorénavant une double nature ce qui revenait à placer (sans le dire) sur un pied d'égalité le combat pour la prise du pouvoir par le biais de réformes successives et le combat pour en finir avec le régime par le biais de la mobilisation révolutionnaire du prolétariat, or ces deux méthodes sont inconciliables, aussi inconciliables que le socialisme avec le capitalisme, elles n'aboutissent pas aux mêmes résultats, mieux, elles aboutissent à des objectifs inverses. Malicieusement, on a prétendu qu'ils étaient complémentaires, alors qu'en réalité le réformisme conduisait à assurer la pérennité du régime. Ainsi écartelé, il était évident qu'à un moment donné l'un ou l'autre objectif allait l'emporter dans le parti, car la caractérisation du PS comme un parti ouvrier allait être intégrée (détéindre sur) à la politique du parti et déterminer son orientation, causant les ravages que l'on sait avant d'aboutir à une capitulation complète. Cette erreur n'a toujours pas été digérée par la plupart des militants et ceux qui les raillent dans leurs groupes, feraient bien de faire preuve d'un peu d'humilité car ils sont exactement dans la même situation avec leurs appels en direction des dirigeants du PS et du PCF.

Dès lors que les masses ne se reconnaissaient plus dans ces partis, qu'ils ne leur assignaient plus de changer les bases de la société, ils n'étaient plus des partis ouvriers, il n'y avait rien d'autre à ajouter. Restait à déterminer la façon de les combattre tout en essayant de gagner leurs militants si possibles, mais sans se focaliser sur ces derniers, et surtout sans orienter particulièrement notre politique dans leur direction.

La tactique du front unique, qui a été adoptée et mise en œuvre de façon quasi-permanente pendant 60 ans, avait pour toile de fond la subordination et la capitulation du mouvement ouvrier devant le réformisme plus encore que devant les appareils du PS et du PCF, ce qui nous a aussi induit en erreur. Le réformisme n'est pas l'apanage d'un parti en particulier, ce serait trop beau et trop simple.

Le réformisme conduit à améliorer le sort d'une partie de la population qui se trouve ainsi bien comme elle est et soutient le régime en place, au détriment de pans entiers du prolétariat qui demeurent dans la pauvreté. Le réformisme reflète avant tout les intérêts de la petite bourgeoisie, il est l'idéologie par excellence de cette classe, et tout parti qui s'en réclame dévoile au grand jour sa véritable nature, c'est le cas aujourd'hui du POI et de la LCR. Le réformisme a pour fonction politique de contrebalancer la puissance du prolétariat qui est la classe la plus nombreuse de la société au profit de la bourgeoisie pour qu'elle conserve le pouvoir. Sachant cela, vous comprendrez qu'aucun compris n'est possible avec cette idéologie et que celui qui s'aventure dans cette voie abandonne définitivement l'objectif du mouvement ouvrier, réaliser son émancipation.

J'espère que nous avons un peu avancé. J'écris sans l'aide d'aucun ouvrage, pas le temps de faire des recherches, je me fie uniquement à mes connaissances et mes expériences, tant pis pour les adeptes des citations et c'est bien mieux ainsi, car je ne vous demande pas de me croire sur parole ou de me faire confiance, mais seulement de réfléchir librement et tranquillement à certaines questions, je n'attends rien d'autre de ce document.

Si la principale différence entre la révolution russe de 1917 et tous les mouvements révolutionnaires qui ont eu lieu ailleurs réside dans la présence ou l'absence d'un véritable parti communiste enraciné dans les masses, cela n'explique pas pourquoi et comment le prolétariat russe en vint à constituer des soviets (comités d'action).

Lénine avait employé une excellente formule pour caractériser la classe ouvrière russe, il disait qu'elle était « vierge » sur le plan politique et que pour cette raison elle était immédiatement réceptive aux discours socialistes. Etant privé de tout droit politique, elle était presque naturellement indépendante du capitaliste, il lui était donc plus facile de se regrouper contre lui. A l'opposé, la paysannerie était placée directement sous l'influence des féodaux et des papes qui la maintenaient d'une main de fer dans la servitude et l'ignorance sous l'emprise de superstitions. Bien que la prise du pouvoir fut l'œuvre de la paysannerie pauvre alliée à la classe ouvrière sous la direction de cette dernière, la paysannerie tarda encore pour briser ses chaînes, alors que le prolétariat avait déjà franchi cette étape décisive pour la victoire de la révolution.

Peut-être que l'on peut expliquer l'incapacité ou la difficulté du prolétariat français à constituer des organismes indépendants ou soviets, par le fait qu'il est appelé régulièrement à voter, il a l'impression que ses droits politiques doivent se limiter à ce geste, c'est ce que les républicains et les démocrates n'ont cessé de lui enseigner. Et la tendance actuelle n'est pas à minimiser le rôle des élections, cela devient un grand show médiatique orchestré par les partis au pouvoir, auquel tous les partis se croient dorénavant obligés de participer, le petit écran serait devenu le passage obligé pour se faire connaître. Quand on voit les résultats à l'arrivée, on en doute fortement. Là encore, cela ressemble à une concession, car il n'y a pas si longtemps on prétendait exactement le contraire, et voilà que l'on fait volte-face.

La seule bonne nouvelle réside dans l'abstention massive, le rejet de ce processus institutionnel par les masses qui s'apparente à un plébiscite en faveur du régime en place, dans le capitalisme, puisque aucun parti ne mène campagne sur la base de son abolition, sur les bases du socialisme. Si au moins cette condition était remplie, les élections auraient une utilité pour notre classe, une utilité certes limitée, mais qui, si elle était associée justement à la nécessité de prendre soi-même son destin en mains, servirait à lui indiquer la voie à suivre pour en finir avec les institutions de la Ve République, mettre à bas le régime et prendre le pouvoir.

J'arrête ici, on est loin évidemment d'avoir épuisé notre sujet. Je viens de m'apercevoir que je n'ai pas développé ou peu la troisième question, *A partir de quel moment ces partis collaborèrent-ils avec le capital au point de cesser de mobiliser les masses ?* Disons, à partir du moment où ils sont arrivés au pouvoir où y furent associés. Nous aurons bien l'occasion d'en reparler. Une chose que je n'ai pas dite à propos du POI. Pendant 23 ans les dirigeants du PT qui dirigent aujourd'hui le POI ont tenté de construire un parti en s'adressant aux militants du PS, du PCF et aux syndicalisme sans y parvenir. On aurait pu penser qu'ils auraient tiré les leçons de cet échec et qu'ils auraient rectifié le tir en engageant la construction d'un autre type de parti, pensez-vous, ils ont choisi délibérément de reprendre la même formule foireuse pour construire le POI en se basant sur le modèle de la SFIO. Il connaîtra la même histoire et la même fin.

N'hésitez pas à me faire part de vos réactions, de vos critiques, argumentées si possible pour que je puisse comprendre de quoi vous parlez au juste et vous répondre.